

## HAÏTI URGENT !

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples porte à la connaissance de tous les travailleurs dans le monde, saisis d'horreur devant le terrible martyre que subit une nouvelle fois le peuple haïtien, l'appel lancé par l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC)

### Oui à la solidarité avec les travailleurs et le peuple d'Haïti

L'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC) apporte sa totale solidarité au peuple haïtien, frappé et meurtri une fois de plus par un séisme de forte intensité que vient de connaître le pays (...).

**L'ATPC rappelle** que les dégâts, les nombreuses victimes, l'approfondissement de la souffrance, causés aux populations par ce séisme, sont la conséquence de manques flagrants d'infrastructures, de l'état de la plupart de ces infrastructures et des logements, du chômage touchant plus de 60 % de travailleurs, des salaires de misère (moins de 2 euros par jour), tandis que le gouvernement d'Haïti verse chaque semaine plus d'un million de dollars US aux institutions internationales au titre de la soi-disant dette externe.

**L'ATPC appelle** les peuples de Guadeloupe, de la Caraïbe, à protester contre cette situation ;

**Appelle** les travailleurs et les peuples de la Caraïbe à répondre aux actions de solidarité avec le peuple d'Haïti, notamment à celles organisées par l'ATPC ;

**L'ATPC réaffirme** que la situation actuelle du pays Haïti n'est liée ni à la fatalité ni à la malédiction, mais à la surexploitation, à la soumission imposée par les puissances occidentales, notamment la France et les USA, au peuple haïtien et à la nation haïtienne, première république noire au monde, qui a vaincu les troupes de Napoléon 1<sup>er</sup> venues rétablir l'esclavage en 1802 en Guadeloupe.

**ATPC**

(Guadeloupe, le 13 janvier 2010)

Soixante-douze heures après le tremblement de terre, l'effroyable chaos dans lequel tentent de survivre des millions d'Haïtiens ne fait que rendre plus urgent cet appel :

- « *Sans Etat et face à l'inefficience de l'ONU, les Haïtiens sont livrés à leur propre sort* », déclare un universitaire brésilien en mission en Haïti, présent lors du séisme, qui ajoute : « *Les Haïtiens sont fatigués des promesses de ceux qui disent représenter la "communauté internationale". En fin de compte, pourquoi sont-ils ici ? Après six ans d'occupation, les hôpitaux et les écoles sont en ruine* » (Folha de Sao Paulo, 14 janvier).
- Réponse des Etats-Unis : l'envoi de 10 000 marines ! Les parachutistes américains ont investi l'aéroport. L'US Army contrôle aujourd'hui tous les points stratégiques de l'île. Un porte-avions nucléaire américain occupe le port dévasté, un bâtiment des gardes-côtes patrouille devant Port-au-Prince, un autre est en passe d'arriver. Haïti, coupé du monde, est hermétiquement clos.
- Le gouvernement US maintient en même temps l'interdiction d'entrer sur le territoire des Etats-Unis pour les citoyens haïtiens et nomme coprésident de la « Mission de sauvetage d'Haïti » G. W. Bush, l'homme de la guerre en Irak et en Afghanistan, celui qui, à la présidence des Etats-Unis, n'a pas bougé le petit doigt pour porter secours aux centaines de milliers de victimes, en majorité noires, du cyclone Katrina à La Nouvelle-Orléans.

- Le FMI, qui, par la bouche de son directeur général, M. Strauss Kahn, se déclare prêt à débloquer quelques millions de dollars d'aide, continue d'exiger le paiement intégral de la dette externe qui, depuis des années, saigne le peuple et la nation haïtienne.
- Première réaction du ministre français des Affaires étrangères, M. Kouchner, quelques heures à peine après la catastrophe, alors que des milliers d'Haïtiens sont ensevelis sous les ruines, que les morts se comptent déjà par dizaines de milliers et les sans-abris par millions : « *Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés* » ! Et le ministre des Affaires étrangères du Brésil, Celso Amorin, renchérit : « *Il est clair que cette tragédie requiert une attention spéciale en ce qui concerne l'ordre et la sécurité. D'autant plus que les prisons ont été détruites* » (O Estado, 14 janvier).

Certes, la catastrophe naturelle existe, c'est la rupture de plaques tectoniques le long d'une faille répertoriée de longue date.

Mais les 50 000 à 100 000 morts parce que les bâtiments, les habitations (sans parler des bidonvilles) n'ont pas été conçus pour répondre aux normes antisismiques, les centaines de milliers d'autres morts annoncés parce qu'il n'y a plus d'hôpitaux, plus aucun moyen de transport, plus d'infrastructures d'Etat, plus de services publics... Ce n'est pas « naturel », c'est le résultat d'une politique délibérée mise en œuvre depuis des années sous la férule du FMI et des « grandes puissances », qui ont imposé à ce pays la destruction des services publics, le paiement d'une dette illégitime et toutes les autres mesures exigées par le FMI. « Grandes puissances » qui ont soutenu la dictature des Duvalier jusqu'à 1981, puis le coup d'Etat qui a chassé le président Aristide en 2004 pour installer le gouvernement actuel, appuyé sur les baïonnettes de la Minustah. Ce qui est ici en accusation, c'est la politique de l'ensemble des gouvernements qui ont conduit, durant des années, ce pays, ce peuple pauvre parmi les pauvres, à l'abîme de misère dans lequel l'a saisi le tremblement de terre. Et qui font mine, aujourd'hui, de pleurer sur le sort du peuple haïtien.

Ce qui ravage Haïti, c'est en vérité une catastrophe sociale, politique, économique, dont les responsables sont ces gouvernements et nuls autres.

### **Solidarité avec le peuple, les travailleurs, la jeunesse d'Haïti, oui !**

**Alors, il faut le dire clairement la première exigence c'est :**

- **L'annulation immédiate de la dette externe !**
  - **La restitution au peuple haïtien de sa pleine souveraineté, l'arrêt de l'occupation militaire!**
- Ce sont des médecins, des infirmières et infirmiers, des ingénieurs dont Haïti a besoin, pas de soldats !**
- **l'ouverture de toutes les frontières des Etats auxquels des citoyens haïtiens souhaitent accéder !**

Les organisations syndicales et populaires haïtiennes (\*) qui ont organisé en décembre 2008 à Port-au-Prince la conférence continentale pour la souveraineté d'Haïti en appellent à la solidarité ouvrière internationale.

L'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe et l'Entente internationale s'associent à cet appel.

Versez au fond de CMO (mention Haïti), à l'adresse suivante : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 000 Paris (France), qui leur fera parvenir vos dons.

Paris, le 15 janvier 2010

(\*) Parmi lesquelles la CATH, Centrale autonome des travailleurs haïtiens ; la CTSP, Confédération des travailleurs du secteur public ; l'ADFEMTRAH, Association des femmes de la CATH ; le POS, Parti ouvrier socialiste haïtien ; la KOTA, Konfédorasyon travayè aisyen ; l'UTSH, Union des travailleurs syndiqués haïtiens ; la CISN, Confédération indépendante, syndicat national ; la FOS, Fédération des ouvriers syndiqués.